ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 12 août 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public", a donné le 26 août 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, de 12e augustus 1980 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector", heeft de 26e augustus 1980 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis au Conseil d'Etat tend à exécuter la "loi" relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public.

Aux dates où le présent avis a été sollicité et émis, cette "loi" a été adoptée par les deux Chambres.

Elle n'a cependant pas été publiée.

Considérant l'urgence des mesures d'exécution que porte le projet, le Conseil d'Etat estime néanmoins pouvoir émettre, dès à présent, l'avis demandé, étant entendu que celui-ci suppose acquises la sanction, la promulgation et l'entrée en vigueur de la loi qui fournira son fondement à l'arrêté en projet.

EXAMEN DU TEXTE.

CHAPITRE Ier.

Il serait plus précis d'intituler ce chapitre "Définitions".

Article 1er.

A la fin du 3°, il y aurait lieu d'écrire : " ... au sens de l'article 2, § 3, ou de l'article 7, 1°, de la loi;".

.../...

Au 4° du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le terme "uitbetalingsorganismen" par "uitbetalingsinstellingen", conformément au Sociaalrechtelijk Woordenboek de l'Union économique Benelux. On utilisera ce terme partout ailleurs dans le texte.

Au 5°, l'adjectif "concernée" est superflu et doit être omis.

Conformément à l'amendement introduit par le Ministre dans sa demande d'avis, l'article doit être complété comme suit :

"7° par "le Ministre" : le Premier Ministre".
(Le 6° doit naturellement se terminer par un point-virgule au lieu d'un point).

Dès lors, dans les articles 6, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 19, 22 et 23, il convient de remplacer les mots "le Premier Ministre" par "le Ministre".

CHAPITRE II.

Article 2.

L'article ler, § 2, 1°, 1°bis et 1°ter, de la loi du 19 décembre 1974 vise non seulement des personnels mais aussi des personnes (les membres de la Cour des comptes en particulier). Il y a donc lieu d'écrire : " ....., à l'exclusion des personnes visées à l'article ler ....." (1).

.../...

---

(1) On observera à cette occasion que la loi du 19 décembre 1974 à laquelle il est fait référence devra, le plus rapidement possible, être mise en concordance avec l'article 59bis nouveau de la Constitution et avec la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE III.

Article 3.

Comme des conditions supplémentaires peuvent être ajoutées, dans l'avenir, à celles qui sont actuellement prévues, il se recommande de supprimer le mot "deux" dans le liminaire de l'article.

Par ailleurs, la fin du 2°) serait plus correctement rédigée comme suit : " ... quelles qu'aient été la durée de l'occupation, la position ou la situation administrative".

Article 4.

§ 1er. Cette disposition est exagérément longue. D'accord avec les délégués du Ministre, il est proposé de la scinder en trois phrases et de la rédiger comme suit :

"Pour l'application de la loi, est considéré comme membre cotisant le syndiqué qui, chaque mois, a payé une cotisation individuelle au moins égale à 0,8 p.c. de la rémunération mensuelle brute garantie indexée, telle qu'elle est en vigueur le 1er juillet de l'année précédant l'année de référence.

Cette cotisation est calculée sur base du montant le plus bas figurant à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères.

.../...

Le résultat de cette opération est arrondi au multiple de cinq inférieur".

Article 5.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Pour une même année de référence, une même personne ne peut demander et obtenir qu'une seule prime syndicale".

CHAPITRE IV.

Article 6.

A l'alinéa 1er, de l'accord des délégués du Ministre, il serait plus simple d'écrire : " ... la preuve de sa représentativité".

A l'alinéa 2, il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, doivent être déclarés, non seulement les faits à la suite desquels une organisation syndicale ne satisfait plus aux conditions de représentativité, mais tous les faits de nature à affecter cette représentativité, afin que celle-ci puisse être appréciée par le Ministre en parfaite connaissance de cause. Le texte suivant est dès lors proposé :

.../...

"Tout changement de nature à affecter la représentativité d'une organisation syndicale doit être porté à la connaissance du Ministre dans les trente jours et par lettre recommandée".

Article 7.

Ainsi que les délégués du Ministre en ont convenu, il y aurait intérêt à ce que la reconnaissance de la représentativité d'une organisation syndicale fasse l'objet d'une décision formelle du Ministre et d'une notification à cette organisation, au même titre que la décision déniant la représentativité.

Par ailleurs, il s'indique, d'une part, que le Premier Ministre soit expressément autorisé à déléguer le pouvoir d'entendre les explications d'un dirigeant responsable de l'organisation syndicale dont la représentativité est mise en doute, et, d'autre part, que les explications puissent éventuellement être fournies par écrit aussi bien qu'oralement.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Le Ministre statue sur la représentativité de chaque organisation syndicale. Il informe celle-ci par écrit de sa décision.

Il ne peut décider qu'une organisation syndicale n'est pas ou n'est plus représentative qu'après que lui-même ou son délégué a reçu, dans le délai qu'il fixe, les

.../...

explications orales ou écrites d'un dirigeant responsable désigné à cette fin par l'organisation syndicale".

CHAPITRE V.

Article 8.

Au paragraphe 1er, l'adjectif "concernés" est superflu et doit être supprimé.

A la fin du paragraphe 2, la disposition serait, dans la rédaction suivante, plus conforme aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat:

" ... les données qui leur sont nécessaires pour procéder au paiement et apporter éventuellement la preuve de celui-ci".

Article 9.

Cette disposition serait plus simplement rédigée comme suit, en un seul alinéa :

"La distribution des formulaires de demande est assurée par les services du personnel, à moins que le Ministre n'en charge d'autres services".

.../...

Article 10.

Le liminaire du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les formulaires de demande contiennent, pour chaque année de référence, les mentions suivantes : ...".

Le texte néerlandais serait mieux rédigé selon la proposition faite dans le texte néerlandais du présent avis.

Au b., dans un souci de concordance terminologique avec l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal (Titre Ier, Chapitre II, articles 103 à 138), il y a lieu d'écrire : "- numéro de compte courant postal ...;".

La même observation vaut pour l'article 17.

L'adjectif "considérée" est superflu et doit être omis.

Article 15.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "dans" au lieu d' "endéans", qui est un belgicisme.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé selon la proposition faite dans le texte néerlandais du présent avis.

CHAPITRE VI.

Article 17.

Il serait plus correct de rédiger la seconde phrase comme suit : " ... à cette fin, chaque organisme de paiement communique au Ministre son numéro de compte courant postal ou de compte en banque auquel ces sommes peuvent être versées".

.../...

Article 18.

Suivant les explications fournies au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de permettre, dans un but essentiellement pratique, que l'organisme de paiement donne mandat à l'organisation syndicale aux fins de payer, de la main à la main, la prime syndicale.

Il est difficile d'admettre qu'un tel mandat soit donné à une organisation dépourvue, par définition de la personnalité juridique.

Le but poursuivi par le Gouvernement pourrait être atteint de manière juridiquement indiscutable suivant le texte proposé ci-après, étant entendu que le libre choix du mandataire par le mandant implique que ce dernier porte la responsabilité entière des actes du mandataire :

"La prime syndicale est payée sans délai aux syndiqués qui y ont droit, soit par l'organisme de paiement, soit par le mandataire que celui-ci désigne au sein de l'organisation syndicale".

Article 19.

Quant au paragraphe 1er, il ressort de l'économie de l'article et des indications fournies au Conseil d'Etat, que le Premier Ministre doit être informé, non seulement des primes syndicales qui ont été payées "réglementairement", mais aussi de celles qui ont été payées en violation de la réglementation. D'accord avec les délégués du Ministre, il est donc proposé de supprimer, à la fin du paragraphe, les mots "et réglementairement".

.../...

Pour le même motif, il y a lieu, au paragraphe 2, de remplacer l'adverbe "réglementairement" par "effectivement".

La première phrase du paragraphe 3 serait mieux rédigée comme suit :

"Le montant des primes syndicales qui, selon les résultats des opérations de contrôle, auraient été indûment payées, est à charge de l'organisme de paiement, pour autant que celui-ci soit responsable des paiements indus".

La deuxième phrase du paragraphe 3 laisse irrésolu le problème qui se posera si l'organisme de paiement n'est plus en mesure de faire face à ses obligations. Suivant les explications fournies par les délégués du Gouvernement, cette hypothèse ne se réalisera jamais en fait, les organisations syndicales devant avoir le souci de remettre, le cas échéant, les organismes de paiement en mesure de payer les primes syndicales. Bien entendu, le mode de récupération prévu par la disposition examinée n'excluera pas -il ne pourrait d'ailleurs pas l'exclure- une récupération par les voies de droit commun.

Il y a lieu d'observer que la seconde phrase du paragraphe 3 contient la seule sanction que le projet prévoit expressément à l'égard de l'organisme de paiement. On comparera sur ce point le projet avec l'arrêté royal du 20 décembre 1963 (notamment l'article 180, § 2) relatif à l'emploi et au chômage.

CHAPITRE VII.

Article 21.

Au 2°, les mots "à toutes les dispositions du ..." seraient heureusement remplacés par "au".

.../...

Article 22.

La fin de la seconde phrase est rédigée de manière peu heureuse car le mot "organe" risque d'être inexact dans certains cas. Le texte suivant est proposé : "... et détermine, de façon motivée, à qui en incombe la responsabilité".

Article 23.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Le Ministre met à la disposition de la Commission le personnel nécessaire à celle-ci pour l'accomplissement de sa mission".

Article 24.

Le secret auquel cette disposition astreint les membres de la Commission et les agents dans l'exercice de leur fonction est nécessairement un secret professionnel. Il serait donc plus simple et plus exact d'écrire :

"Les membres de la Commission et les agents qui les assistent sont tenus de garder secrets les renseignements ... (la suite comme au projet)".

Article 28.

A la fin de l'article, il serait préférable d'écrire :

"... sont tenus de fournir à la Commission tous les renseignements complémentaires nécessaires à celle-ci pour l'accomplissement de sa mission".

.../...

CHAPITRE VIII.

Article 31.

Dans l'ensemble de l'article, par souci de concordance avec d'autres dispositions du projet, il convient de supprimer les mots "membre du personnel".

Au paragraphe 1er, les mots "pour le surplus" sont superflus et doivent être omis.

CHAPITRE IX.

Article 32.

Suivant l'article 10, alinéa 2, du projet de loi relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public :

"Ces arrêtés (les arrêtés royaux d'exécution de la loi) ne sont pas soumis à la consultation syndicale. Ceux de ces arrêtés qui concernent les organismes d'intérêt public ne doivent pas être précédés d'une proposition ni d'un avis des organes de gestion de ces organismes".

Cette disposition doit être interprétée comme dispensant, à plus forte raison, des formalités prévues les arrêtés ministériels et les circulaires d'exécution. Dès lors, l'article 32 fait double emploi avec la disposition législative susmentionnée et doit être omis.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat voor advies aan de Raad van State is voorgelegd strekt tot uitvoering van de "wet" betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector.

Op de data waarop dit advies is gevraagd en gegeven, is die "wet" door beide Kamers aangenomen.

Zij is echter niet bekendgemaakt.

Toch meent de Raad van State, gelet op het spoedeisend karakter van de in het ontwerp bepaalde uitvoeringsmaatregelen, het gevraagde advies nu reeds te kunnen geven, waarbij als zeker wordt vooropgesteld dat de wet waaraan het ontwerp-besluit zijn rechtsgrond zal ontlenen, bekrachtigd, afgekondigd en in werking getreden zal zijn.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

HOOFDSTUK I.

Een nauwkeuriger opschrift voor dit hoofdstuk zou zijn : "Begripsomschrijvingen".

Artikel 1.

Aan het slot van 3° zou moeten worden gelezen : "... in de zin van artikel 2, § 3, of van artikel 7, 1°, van de wet;".

In 4° vervange men de term "uitbetalingsorganismen" door "uitbetalingsinstellingen", overeenkomstig het Sociaalrech-

.../...

telijk Woordenboek van de Benelux Economische Unie. Men gebruike dat woord dan ook verder in de tekst.

In de tekst onder 5° moet het adjectief "betrokken" als overbodig vervallen.

Overeenkomstig het door de Minister in zijn adviesaanvraag ingediende amendement, moet het artikel als volgt worden aangevuld :

"7° onder "de Minister : de Eerste Minister".
(Na de tekst onder 6° komt dan vanzelfsprekend een kommapunt in plaats van een punt).

Bijgevolg vervange men in de artikelen 6, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 19, 22 en 23 de woorden "de Eerste Minister" door "de Minister".

HOOFDSTUK II.

Artikel 2.

Artikel 1, § 2, 1°, 1°bis en 1°ter, van de wet van 19 december 1974 doelt niet alleen op personeel als zodanig maar ook op personen (inzonderheid de leden van het Rekenhof). Men schrijve derhalve : "..., met uitzondering van de personen bedoeld in artikel 1 ..." (1).

.../...

---

(1) Hierbij moge worden opgemerkt dat de wet van 19 december 1974 waarnaar wordt verwezen, zo spoedig mogelijk in overeenstemming dient te worden gebracht met het nieuwe artikel 59bis van de Grondwet en met de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

HOOFDSTUK III.

Artikel 3.

Aangezien het mogelijk is dat in de toekomst voorwaarden worden toegevoegd aan die welke thans worden gesteld, verdient het aanbeveling het woord "twee" te schrappen in de inleidende volzin van het artikel.

Onder 2° zou de tekst beter als volgt kunnen eindigen : "... ongeacht de duur van de tewerkstelling en de administratieve stand of toestand".

Artikel 4.

§ 1. Deze bepaling is uitermate lang. In overleg met de gemachtigden van de Minister wordt voorgesteld de tekst in drie volzinnen te splitsen, als volgt :

"Voor de toepassing van de wet wordt als bijdragebetalend lid beschouwd, het vakbondslid dat maandelijks een individuele bijdrage betaald heeft die ten minste gelijk is aan 0,8 pct van de geïndexeerde gewaarborgde maandelijkse brutobezoldiging, van toepassing op 1 juli van het jaar dat aan het referentiejaar voorafgaat.

Die bijdrage wordt berekend op basis van het laagste bedrag dat voorkomt in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries.

.../...

De uitkomst van die bewerking wordt tot op het lagere vijftal afgerond".

Artikel 5.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Voor een zelfde referentiejaar kan een zelfde persoon slechts één vakbondspremie aanvragen en verkrijgen".

HOOFDSTUK IV.

Artikel 6.

In het eerste lid kan - ook volgens de gemachtigden van de Minister - eenvoudiger worden gelezen : "... waarin zij het bewijs van haar representativiteit levert".

Wat het tweede lid betreft, blijkt uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen dat de Regering bedoelt dat aangifte moet worden gedaan, niet alleen van de feiten ten gevolge waarvan een vakorganisatie niet meer aan de voorwaarden inzake representativiteit voldoet, maar van alle feiten die van invloed kunnen zijn op de representativiteit, opdat de Minister daarover met kennis van zaken kan oordelen. Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Iedere wijziging die van invloed kan zijn op de representativiteit van een vakorganisatie, moet binnen dertig dagen en bij ter post aangetekende brief ter kennis van de Minister worden gebracht".

Artikel 7.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het beter zou zijn dat de representativiteit van een vakorganisatie wordt erkend in een formele beslissing van de Minister en dat daarvan aan die organisatie kennis wordt gegeven, zoals het geval is met de beslissing dat een vakorganisatie niet of niet meer representatief is.

Ook is het geraden, enerzijds de Eerste Minister uitdrukkelijk te machtigen tot het overdragen van de bevoegdheid om de verklaringen te horen van een verantwoordelijke leider van de vakorganisatie waarvan de representativiteit in twijfel wordt getrokken, anderzijds toe te staan dat de verklaringen eventueel zowel schriftelijk als mondeling worden verstrekt.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"De Minister beslist over de representativiteit van elke vakorganisatie. Hij geeft die organisatie schriftelijk kennis van zijn beslissing.

Hij kan niet beslissen dat een vakorganisatie niet of niet meer representatief is dan nadat hijzelf of zijn gemachtigde, binnen de door hem te stellen termijn, de mondelinge

.../...

of schriftelijke verklaringen van een daartoe door de vakorganisatie aangewezen verantwoordelijke leider heeft ontvangen".

HOOFDSTUK V.

Artikel 8.

In paragraaf 1 en in paragraaf 2 moet het adjectief "betrokken" als overbodig vervallen.

Aan het slot van paragraaf 2 zou de bedoeling van de Regering, zoals zij aan de Raad te kennen is gegeven, beter tot uiting komen in de hierna voorgestelde lezing. De hele paragraaf leze men als volgt :

"§ 2. Het aanvraagformulier mag slechts dienen om :

- te bevestigen dat het personeelslid aan de toekenningsvoorwaarden voldoet;
- de controle op het voldoen aan de toekenningsvoorwaarden mogelijk te maken;
- de vakorganisaties en de uitbetalingsinstellingen de gegevens aan de hand te doen welke zij nodig hebben om de uitbetaling te verrichten en om eventueel het bewijs daarvan te leveren".

Artikel 9.

Deze bepaling kan eenvoudiger in één lid worden gesteld als volgt :

"De aanvraagformulieren worden verstrekt door de personeelsdiensten, tenzij de Minister andere diensten daarmede belast".

.../...

Artikel 10.

Paragraaf 1 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De aanvraagformulieren bevatten, voor elk refentiejaar, de volgende gegevens :

a. Gegevens te verstrekken door de afgiftedienst :

- vermelding van het referentiejaar;
- identificatie van de afgiftedienst;
- identificatie van het personeelslid;
- echtverklaring.

b. Gegevens te verstrekken door het personeelslid :

- adres;
- nummer van postrekening-courant of bankrekening;
- verklaring op erewoord dat voor het referentiejaar slechts één aanvraagformulier wordt ingediend;
- handtekening;
- eventueel, kwijting in geval van contante uitbetaling.

c. Gegevens te verstrekken door de vakorganisatie :

- bedrag van de toe te kennen premie;
- visum".

.../...

De wijziging "nummer van postrekening-courant" onder b. wordt voorgesteld in overeenstemming met de terminologie van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst (Titel I, Hoofdstuk II, artikelen 103 tot 138).

Deze laatste opmerking geldt ook voor artikel 17.

Artikel 15.

In de Franse tekst schrijve men "dans" in plaats van "endéans", dat een belgicisme is.

De Nederlandse tekst kan beter als volgt worden gelezen :

"Elke uitbetalingsinstelling laat, binnen dertig dagen na het verschijnen van de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, bedoeld in de artikelen 3 en 9 van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, twee exemplaren van die bijlagen geworden aan de Eerste Minister".

HOOFDSTUK VI.

Artikel 17.

De tekst kan juister als volgt worden geredigeerd : "... uitbetalingsinstellingen; te dien einde deelt elke uitbetalingsinstelling aan de Minister het nummer van haar postrekening-courant of bankrekening mede, waarop die bedragen kunnen worden gestort".

.../...

Artikel 18.

Naar aan de Raad van State is verklaard bedoelt de Regering toe te staan - hoofdzakelijk met het oog op de praktische toepassing - dat de betalingsinstelling de vakorganisatie machtigt om de vakbondspremie in handen van de betrokkenen te betalen.

Er kan bezwaarlijk worden aangenomen dat een dergelijke volmacht wordt gegeven aan een organisatie die, uiteraard, geen rechtspersoonlijkheid heeft.

De Regering zou haar doel op een juridisch onbetwistbare wijze kunnen bereiken met de hierna voorgestelde tekst, met dien verstande dat de vrije keuze van de gemachtigde door de lastgever impliceert dat deze laatste de volle verantwoordelijkheid draagt voor de handelingen van de gemachtigde.

"De vakbondspremie wordt aan de rechthebbende vakbondsleden onverwijld uitbetaald, hetzij door de uitbetalingsinstelling, hetzij door de gemachtigde welke die instelling daartoe aanwijst in de vakorganisatie".

Artikel 19.

Wat paragraaf 1 betreft, blijkt uit de economie van het artikel en uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, dat aan de Eerste Minister kennis moet worden gegeven, niet alleen van de vakbondspremies die "regelmatig" uitbetaald zijn, maar ook van die welke met schending van de reglementering uitbetaald zijn. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat aan het slot van de paragraaf de woorden "en regelmatig" vervallen. "Effectief" vervange men door "werkelijk".

.../...

Om dezelfde reden vervange men in paragraaf 2 het bijwoord "regelmatig" door "werkelijk".

Het begin van paragraaf 3 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Het bedrag van de vakbondspremies waarvan bij de controleverrichtingen mocht blijken dat ze ten onrechte zijn uitbetaald, komt ten laste van de uitbetalingsinstelling voor zover deze aansprakelijk is voor de ten onrechte gedane uitbetalingen".

De tweede volzin brengt geen oplossing voor het probleem dat zich kan voordoen als de uitbetalingsinstelling niet meer in staat is haar verplichtingen na te komen. Volgens de gemachtigden van de Regering zal dat geval zich in feite nooit voordoen, daar de vakorganisaties ervoor moeten zorgen dat zij, in voorkomend geval, de uitbetalingsinstellingen opnieuw in staat stellen de vakbondspremies uit te betalen. De in deze volzin bepaalde wijze van teruginning zal terugvordering volgens de regels van het gemeen recht niet uitsluiten - en trouwens niet kunnen uitsluiten.

Op te merken valt dat de tweede volzin van paragraaf 3 de enige sanctie bevat waarin het ontwerp uitdrukkelijk voorziet ten opzichte van de uitbetalingsinstelling. Wat dat betreft vergelijke men het ontwerp met het koninklijk besluit van 20 december 1963 (inzonderheid artikel 180, § 2) betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid.

.../...

HOOFDSTUK VII.

Artikel 21.

De tekst onder 2°, 3° en 4° kan beter als volgt worden gelezen :

"2° per uitbetalingsinstelling vast te stellen hoeveel vakbondspremies werkelijk overeenkomstig dit besluit zijn uitbetaald;

3° na te gaan of de vakbondspremies werkelijk uitbetaald zijn;

4° controle uit te oefenen op de uitbetalingsinstellingen".

Artikel 22.

De redactie van de tweede volzin is niet zeer geslaagd. Voorgesteld wordt : "Dit verslag vermeldt de ten onrechte uitbetaalde vakbondspremies en bepaalt, met opgave van redenen, wie ervoor aansprakelijk is".

Artikel 23.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De Minister stelt het personeel dat de Commissie voor het vervullen van haar taak nodig heeft, te harer beschikking".

.../...

Artikel 24.

De geheimhouding waartoe deze bepaling de leden van de Commissie en de personeelsleden in de uitoefening van hun taak verplicht, valt natuurlijk onder het beroepsgeheim. De tekst zou eenvoudiger en juister zijn als volgt :

"De leden van de Commissie en de personeelsleden die hen bijstaan, zijn verplicht tot geheimhouding van de inlichtingen die zij wegens hun ambt verkrijgen, zowel tijdens de uitoefening als na het beëindigen van dat ambt".

Artikel 28.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De afgiftediensten, de personeelsleden, de vakorganisaties en de uitbetalingsinstellingen moeten aan de Commissie alle bijkomende inlichtingen verstrekken waaraan deze voor het vervullen van haar taak behoefte heeft".

HOOFDSTUK VIII.

Artikel 31.

In alle vier de paragrafen van dit artikel vervange men de wending "een bijdrage voorzien (voorziet) die ..." door "voorzien (voorziet) in een bijdrage die ...".

In paragraaf 1 moeten de woorden "voor het overige" als overbodig vervallen.

.../...

HOOFDSTUK IX.

Artikel 32.

Artikel 10, tweede lid, van het wetsontwerp betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector bepaalt :

"Die besluiten (de koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet) worden niet aan de syndicale raadpleging onderworpen. Aan die welke betrekking hebben op de instellingen van openbaar nut behoeft geen voorstel of advies van de beheersorganen van die instellingen vooraf te gaan".

Deze bepaling moet zo worden verstaan dat zij dus zeker ook de ter uitvoering vastgestelde ministeriële besluiten en omzendbrieven vrijstelt van die formaliteiten. Artikel 32 vormt derhalve een doublure met de aangehaalde wetsbepaling en moet **vervallen.**

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,

C. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
J. LIGOT,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY,
Greffier assumé.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.